

SURVOL

BULLETIN DE LA RECHERCHE ET DE LA STATISTIQUE

Les dépenses publiques en culture au Québec depuis 10 ans

Les données de la Direction de la recherche et de la statistique sur les dépenses publiques au titre de la culture couvrent désormais une période de 10 ans (1990-1991 à 1999-2000). Durant cette période, voit-on des changements d'orientation dans les dépenses publiques? Comment ont évolué les dépenses de chacun des trois paliers de gouvernement? Des secteurs culturels ont-ils vu croître ou décroître de façon marquée les montants qui leur étaient accordés? Les mêmes changements survenus au Québec s'observent-ils dans l'ensemble du Canada?

Ce portrait statistique fait le résumé des principaux changements que nous avons pu observer au cours de cette décennie.

10 % d'augmentation en 10 ans au Québec

Au Québec, les dépenses culturelles des trois paliers de gouvernement totalisaient 1 531 M\$ en 1990-1991. Dix ans plus tard, en 1999-2000, elles atteignaient 1 679 M\$, soit une augmentation de 10%. Durant cette même période, les dépenses affectées à la culture augmentaient de 5% dans l'ensemble du Canada.

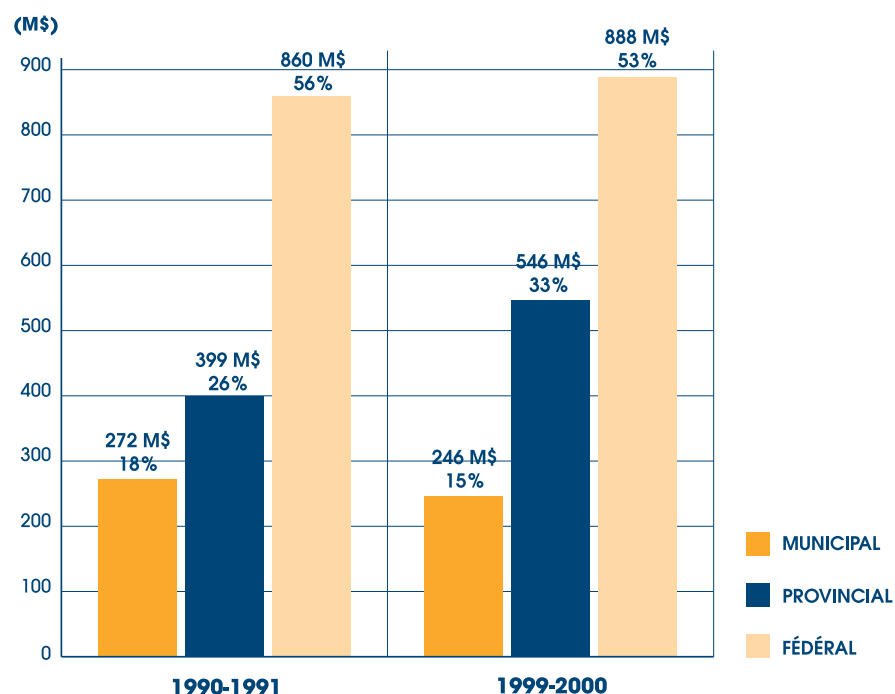
Revenons au Québec : les dépenses de chaque palier ont évolué différemment, celles du gouvernement québécois augmentant de 37%, ce qui représente une hausse de 147 M\$, et celles du gouvernement fédéral de 3% (+ 28 M\$), tandis que celles du palier municipal ont connu une diminution de 10% (- 26 M\$). Par conséquent, la part relative des dépenses assumée par chaque palier s'est modifiée : celle du gouvernement du Québec est passée de 26% en 1990-1991 à 33% en 1999-2000 ; celle du palier fédéral et celle des administrations municipales ont diminué de trois points de pourcentage chacune.

Quelques précisions

- Les dépenses publiques des ministères et organismes gouvernementaux sont plus élevées que l'aide publique leur étant attribuée, puisque certains d'entre eux peuvent compter sur des revenus autonomes (recettes au guichet, produits dérivés, etc.) et l'aide du secteur privé (contributions des entreprises, mécénat, dons, etc.).
- Les dépenses considérées dans ce document incluent non seulement celles des ministères et des municipalités, mais aussi celles de tout organisme public (ex. : Musée du Québec, Régie du cinéma, Radio-Canada, Télé-Québec, Grand théâtre de Québec, etc.).
- Les dépenses comprennent les dépenses de *fonctionnement* et d'*immobilisation* des ministères et organismes (les dépenses internes), ainsi que les montants accordés à des particuliers et à des organismes privés ou sans but lucratif (les dépenses externes). Elles ne comprennent pas les dépenses liées à l'octroi de crédits d'impôt. Or, dans certains secteurs, ces dépenses fiscales peuvent parfois constituer une aide financière plus importante que les subventions accordées à ces secteurs.
- Les dépenses retenues correspondent à la définition du champ de la culture adoptée par le MCC, qui diffère de celles utilisées par Statistique Canada et par l'Institut de la statistique du Québec. Le MCC exclut les dépenses liées aux parcs naturels, aux bibliothèques scolaires, collégiales et universitaires et à la protection, promotion ou développement de la langue française, alors que l'ISQ ou Statistique Canada incluent l'un ou l'autre de ces postes de dépenses.

Note : Dans ce document, le total peut être différent de la somme des parties en raison de l'arrondissement des nombres.

Graphique 1 Dépenses culturelles de chaque palier de gouvernement, Québec, 1990-1991 et 1999-2000 (% et M\$)



Par ailleurs, il convient de souligner que sur les 1 679 M\$ dépensés au Québec en 1999-2000 par les trois paliers, plus du tiers, soit 567 millions, sont consacrés à la radiotélédiffusion et 85 % de ce montant est constitué de

dépenses du palier fédéral. Si on exclut la radiotélédiffusion de l'analyse, les dépenses du palier provincial deviennent alors supérieures à celles du fédéral.

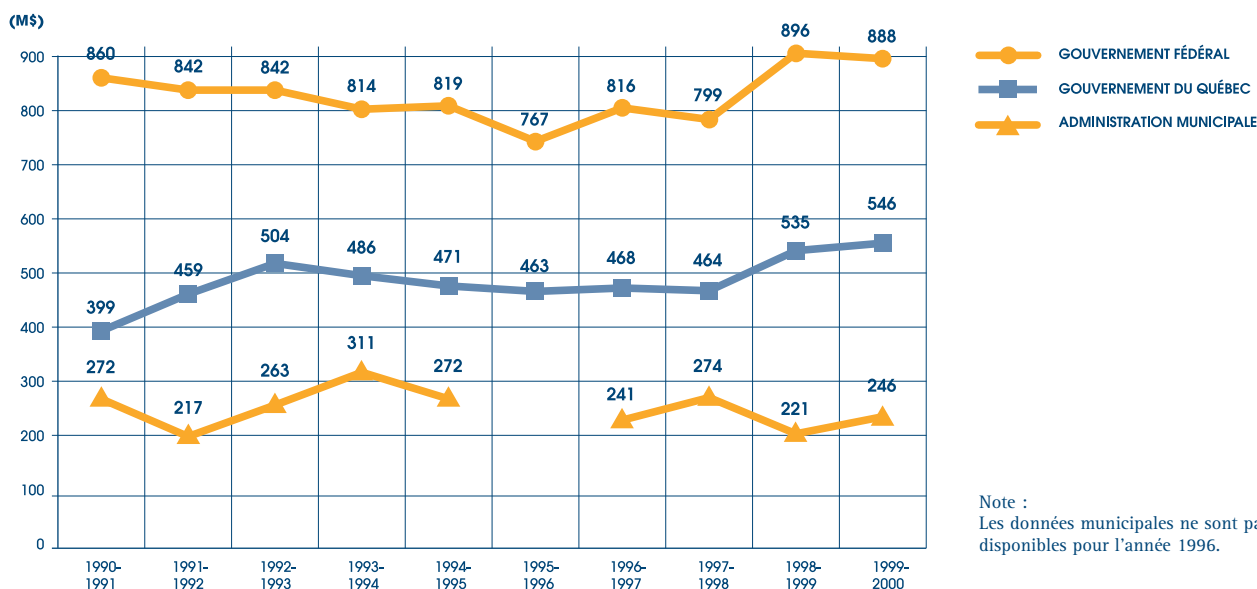
Tableau 1 Dépenses culturelles de chacun des trois paliers de gouvernement, Québec, 1999-2000

Paliers de gouvernement	1999-2000	
	M \$	%
Radiotélédiffusion incluse		
Provincial	545,9	32,5
Fédéral	888,0	52,9
Municipal	245,5	14,6
Ensemble des dépenses	1 679,4	100,0
Radiotélédiffusion exclue		
Provincial	458,1	41,2
Fédéral	408,8	36,7
Municipal	245,5	22,1
Ensemble des dépenses	1 112,5	100,0

Le graphique 2 illustre les fluctuations annuelles qu'ont connues, au Québec, les dépenses de chaque palier de gouvernement au cours de ces 10 années. On remarque entre autres que les dépenses du gouvernement québécois connaissent des hausses importantes en 1991-1992 et 1992-1993, puis en 1998-1999. En ce qui concerne le

fédéral, une lente chute des dépenses prend fin en 1995-1996; s'amorce ensuite une remontée de près de 120 M\$ étalée sur quatre ans. Finalement, on peut voir que les dépenses du palier municipal peuvent connaître des fluctuations importantes d'une année à l'autre : les hausses ou baisses de plus de 50 M\$ par année sont courantes.

Graphique 2 Dépenses culturelles selon le palier de gouvernement, Québec, 1990-1991 à 1999-2000 (M\$)



Les dépenses per capita au Québec et au Canada

Si l'Ontario est la province où, les trois paliers confondus, les montants d'argent dépensés en culture sont les plus élevés¹, le Québec occupe toutefois depuis 10 ans le premier rang en matière de dépenses per capita (228,50 \$ contre 177,67 \$ en Ontario et 177,16 \$ dans l'ensemble du Canada en 1999-2000).

Presque égales en 1991-1992, les dépenses per capita réalisées au Québec et en Ontario se sont progressivement éloignées depuis. En 1999-2000, l'écart entre les deux provinces atteint près de 51 \$. Par ailleurs, le graphique 3 montre que les dépenses per capita ontariennes sont, depuis deux ans, presque identiques à celles observées en moyenne au Canada.

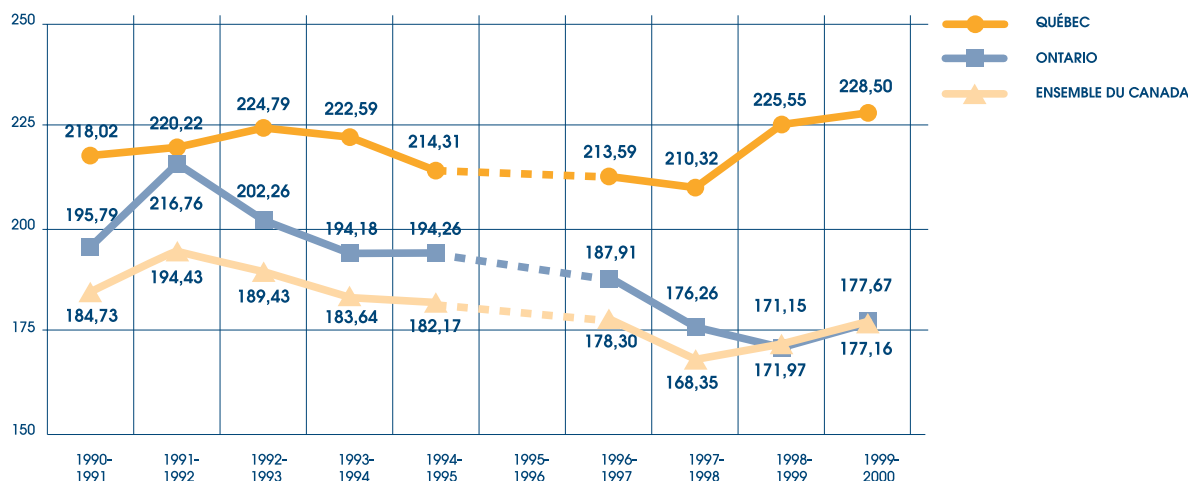
On observe également une nette tendance à la baisse des dépenses per capita en Ontario et dans l'ensemble du Canada, alors que le Québec enregistre une hausse.

L'écart de plus de 51 \$ observé entre les dépenses per capita au Québec et dans l'ensemble du Canada peut s'expliquer notamment par :

- les investissements importants du palier fédéral en matière de radiotélédiffusion, soit 65,20 \$ au Québec comparativement à 40,77 \$ dans l'ensemble des autres provinces, une différence de 24,43 \$;
- le plus grand nombre de champs culturels occupés par le Québec, comparativement aux autres gouvernements provinciaux (intégration des arts à l'architecture, conservatoires d'art dramatique et de musique, protection de la langue française...) ainsi que par les institutions nationales dont il s'est doté (ANQ, BNQ...) qui, sauf quelques exceptions, ne trouvent pas leur équivalent dans les autres provinces.

¹ En 1999-2000, les trois paliers de gouvernement ont effectué en Ontario des dépenses totalisant 2 047 M\$, soit 38 % des dépenses publiques en culture au Canada ; le Québec arrive au deuxième rang avec 1 679 M\$ ou 31 % des dépenses au Canada.

Graphique 3 Dépenses culturelles per capita au Québec, en Ontario et dans l'ensemble du Canada, 1990-1991 à 1999-2000

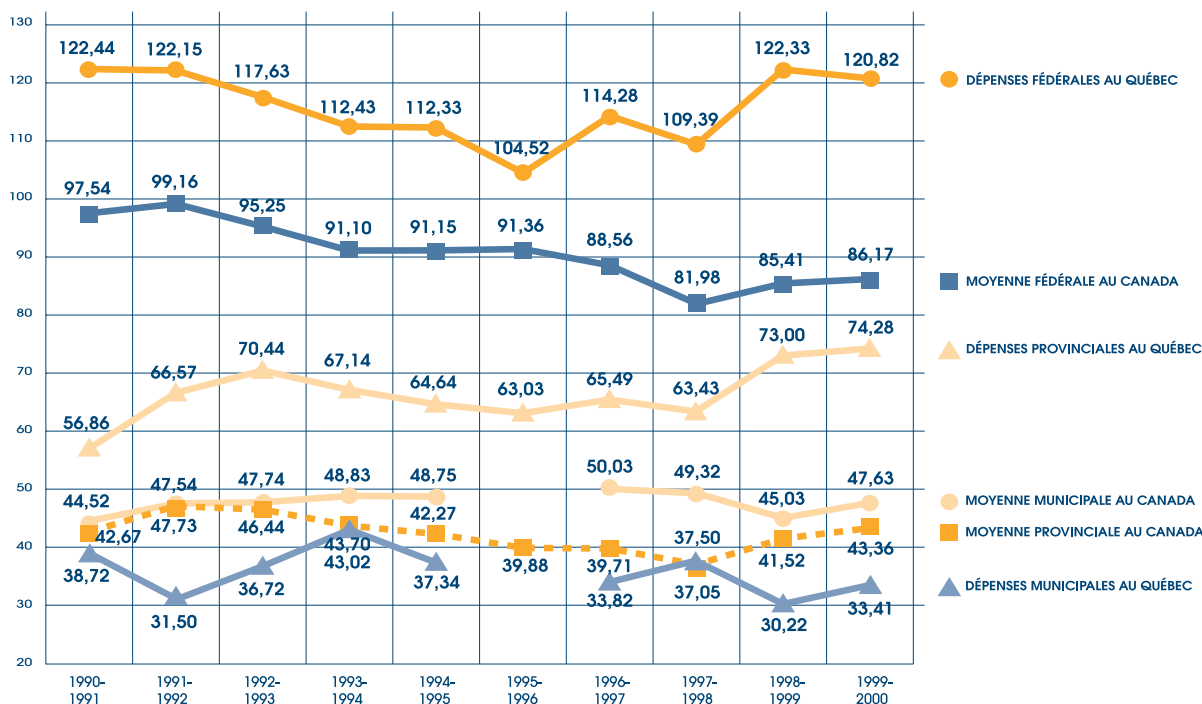


C'est au Québec que les dépenses provinciales ainsi que les dépenses fédérales per capita sont les plus élevées. Le graphique suivant montre comment les dépenses per capita au Québec se situent par rapport aux dépenses moyennes de chaque palier au Canada.

On constate dans le même tableau que, contrairement aux deux autres paliers, les dépenses des municipalités québécoises se situent en dessous de la moyenne observée au Canada ; en fait, elles comptent parmi les plus faibles

au Canada (en 1999-2000, le Québec vient à l'avant-dernier rang, suivi du Nouveau-Brunswick). Par ailleurs, on voit que le palier provincial occupe, au Québec, une place beaucoup plus importante qu'ailleurs au Canada : au Québec, les dépenses du palier provincial sont nettement plus élevées que celles des administrations municipales alors que dans l'ensemble du Canada les provinces dépensent moins en culture que les municipalités (à l'exception de l'année 1991-1992).

Graphique 4 Dépenses per capita au Québec et dépenses per capita moyennes au Canada, selon le palier de gouvernement, 1990-1991 à 1999-2000



Un changement majeur : les dépenses externes du gouvernement du Québec dépassent ses dépenses internes

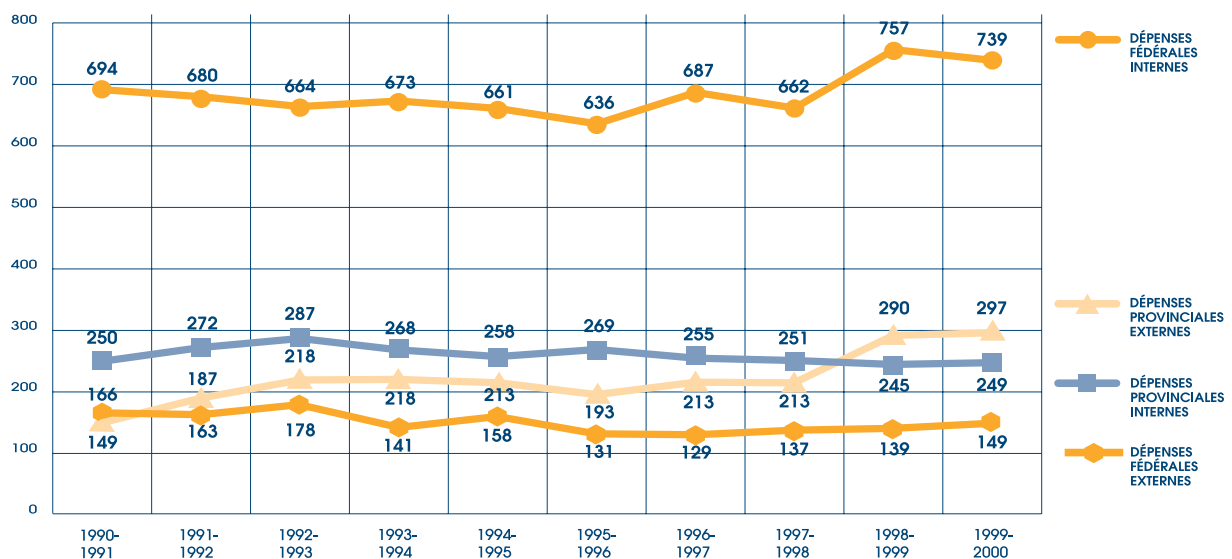
Les dépenses gouvernementales se répartissent en deux catégories :

- les dépenses internes : il s'agit essentiellement des dépenses liées à la gestion interne des ministères et des organismes publics (ex. : MCC, CALQ, SODEC², Grand Théâtre, musées nationaux, Télé-Québec, Radio-Canada, etc.). Elles comprennent notamment les salaires, le loyer, le chauffage et les immobilisations.
- les dépenses externes : il s'agit des subventions, contributions ou transferts versés par les ministères et les organismes publics² à des particuliers, associations ou organismes privés ou à but non lucratif.

Le graphique qui suit permet d'observer un phénomène intéressant : les dépenses internes du gouvernement québécois sont demeurées pratiquement inchangées en 1999-2000 en comparaison de 1990-1991, tandis que ses dépenses externes ont doublé, passant de 149 M\$ à 297 M\$. En d'autres termes, les subventions accordées aux clientèles externes ont doublé, alors que les autres dépenses du gouvernement sont demeurées stables.

Durant la même période de temps, le gouvernement fédéral adoptait un scénario différent : ses dépenses externes réalisées au Québec ont légèrement diminué (- 17 M\$), tandis que ses dépenses internes ont augmenté de 45 M\$. Soulignons qu'en 1999-2000 ses dépenses externes sont deux fois moins élevées que celles du gouvernement québécois (149 M\$ contre 297 M\$) ; il s'agit là d'un changement important puisqu'en 1990-1991 ses dépenses externes étaient supérieures à celles du gouvernement québécois (166 M\$ contre 149 M\$)³.

Graphique 5 Dépenses internes et externes des paliers provincial et fédéral, Québec, 1990-1991 à 1999-2000 (M\$)



Finalement, le graphique 5 illustre l'écart important existant entre les dépenses internes du palier fédéral et celles du gouvernement québécois (739 M\$ contre 249 M\$ en 1999-2000). Cette disparité s'explique notamment par la présence, au Québec, de nombreux organismes fédéraux

tels Radio-Canada, le Musée des civilisations, l'ONF, etc. Or, le budget de la télévision et de la radio de langue française de Radio-Canada, par exemple, dépasse à lui seul les 400 M\$ et la majeure partie de ce montant est dépensée au Québec.⁴

² En ce qui concerne les organismes subventionneurs comme la SODEC, le CALQ ou Téléfilm Canada, leurs dépenses de fonctionnement sont considérées comme étant des dépenses internes, tandis que les subventions qu'ils versent sont comptabilisées dans la catégorie « dépenses externes ».

³ En ce qui concerne les municipalités, Statistique Canada ne ventile pas leurs dépenses selon les catégories « internes » et « externes », ce qui explique leur absence dans cette section.

⁴ Rappelons que les dépenses de fonctionnement et d'immobilisation des organismes publics sont considérées comme des dépenses internes.

Les dépenses par domaine culturel

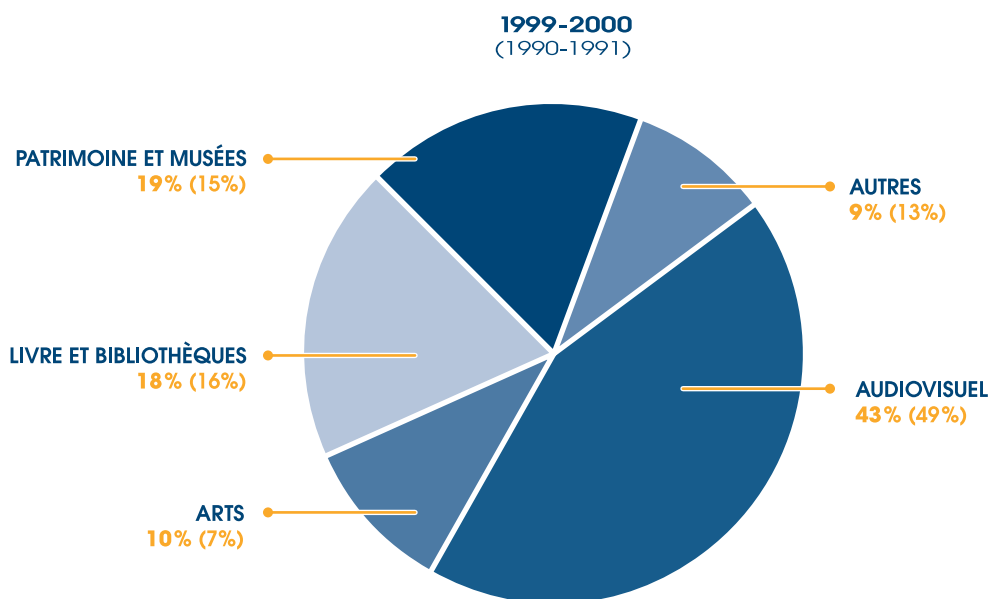
Le champ de la culture se subdivise en 15 secteurs pouvant être regroupés en cinq grands domaines⁵. Au fil des ans, certains d'entre eux ont vu varier leur part relative ou les montants leur étant affectés. Qu'en est-il exactement?

Le graphique suivant porte sur les dépenses des trois paliers de gouvernement confondus; il donne la part relative de chacun des domaines en 1999-2000 (chiffres en gras) et en 1990-1991 (chiffres entre parenthèses). On voit qu'en 1999-2000, la majeure partie des dépenses est consacrée à l'audiovisuel (43 %). Viennent ensuite le

domaine du patrimoine et des musées (19 %) et du livre et des bibliothèques (18 %), suivis des arts (10 %) et finalement de la catégorie « autres » (9 %).

Entre 1990-1991 et 1999-2000, trois domaines ont vu leur part relative augmenter : le domaine du patrimoine et des musées accapare désormais 19% des dépenses plutôt que 15%, la part du livre et des bibliothèques est passée de 16 à 18 % et celle des arts a augmenté de trois points de pourcentage, passant de 7 à 10%. En contrepartie, celle de l'audiovisuel est passée de 49 à 43 % et la catégorie « autres » est passée de 13 à 9%.

Graphique 6 Part relative des dépenses des trois paliers de gouvernement par domaine culturel, Québec, 1990-1991 et 1999-2000



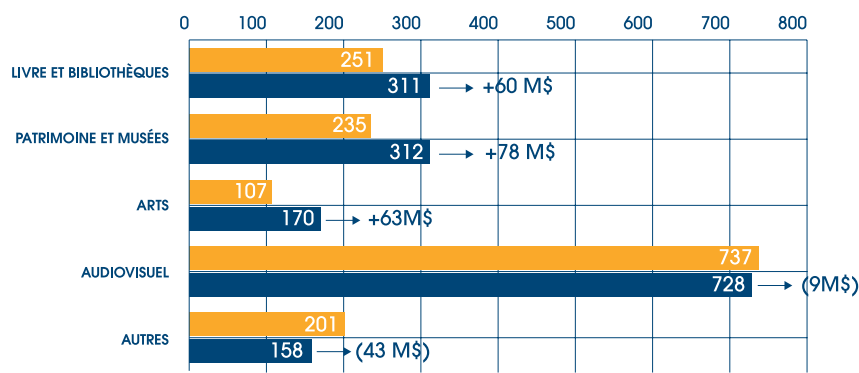
Comment ces modifications dans la part relative de chaque domaine se traduisent-elles en termes monétaires? Le graphique suivant montre que, par exemple, le domaine du livre et des bibliothèques, dont la part relative est passée de 16 % en 1990-1991 à 18 % en 1999-2000, a vu passer les montants qui lui sont consacrés de 251 M\$ à 311 M\$ en 1999-2000, ce qui représente une augmentation de 60 M\$.

Les domaines ayant connu les plus fortes augmentations sont le patrimoine et les musées (78 M\$) et les arts

(63 M\$), suivis du livre et des bibliothèques (60 M\$). La catégorie « autres » a subi une diminution de 43 M\$, tandis que l'audiovisuel a connu une baisse des montants qui lui sont alloués de 9 M\$. Malgré cette baisse, l'audiovisuel demeure le domaine auquel les montants les plus importants sont affectés. Rappelons qu'en 1999-2000, les 728 M\$ qui y sont consacrés représentent 43 % de l'ensemble des dépenses publiques en culture; et les deux tiers de ce montant, soit 479 M\$, proviennent des sommes dépensées par le gouvernement fédéral en radiotélédiffusion.

⁵ livre : bibliothèque nationale, bibliothèques publiques, édition ;
patrimoine et musées : musées, archives publiques, patrimoine;
arts : arts visuels et métiers d'art, arts de la scène, enseignement des arts ;
audiovisuel : cinéma et vidéo, radiotélédiffusion, disque;
autres : multiculturalisme, activités multidisciplinaires, autres.

Graphique 7 Dépenses selon les domaines culturels, Québec, 1990-1991 et 1999-2000 (M\$)



Évolution des dépenses par domaine et par palier de gouvernement

Nous avons vu comment les dépenses des trois paliers de gouvernement réunis ont évolué entre 1990-1991 et 1999-2000. Qu'en est-il pour chaque palier de gouvernement?

Du côté du gouvernement du Québec, aucun domaine n'a connu de diminution des montants qui lui étaient attribués. Tant en pourcentage d'augmentation qu'en dollars, le domaine du patrimoine et des musées a connu la plus forte augmentation (hausse de 58 M\$ ou 68 %). Il est suivi de près par le domaine des arts (hausse de 53 M\$ ou 64 %). Soulignons que le domaine du patrimoine et des musées est, en 1999-2000, celui bénéficiant du budget le plus élevé, 144 M\$, alors qu'en 1990-1991 l'audiovisuel occupait le premier rang⁶.

En ce qui concerne le palier fédéral, le domaine du patrimoine et des musées a, là aussi, connu la plus forte hausse (29 M\$). Malgré une baisse de 19 M\$ des montants qui lui sont alloués, l'audiovisuel occupe, et de loin, le premier rang au chapitre des dépenses: il accapare 599 M\$, soit 67 % des dépenses fédérales au Québec.

Malgré une baisse de leurs dépenses globales de l'ordre de 10 %, les administrations municipales ont, en 10 ans, concentré leurs activités dans le domaine du livre et des bibliothèques en augmentant de 36 M\$ le montant qu'elles y consacrent. En 1990-1991, ce domaine drainait 62 % des dépenses municipales en culture; en 1999-2000, ce pourcentage est passé à 83 %. Par ailleurs, le domaine du patrimoine et des musées et surtout le domaine « autres » ont vu les sommes leur étant attribuées diminuer sensiblement.

Tableau 2 Dépenses culturelles selon les paliers de gouvernement et les domaines, Québec, 1990-1991 et 1999-2000

	1990-1991 M\$	1999-2000 M\$	Écart M\$	%
■ Gouvernement du Québec				
Livre et bibliothèques	46	61	15	32 %
Patrimoine et musées	86	144	58	68 %
Arts	83	136	53	64 %
Audiovisuel	119	129	10	9 %
Autres	65	76	11	16 %
Sous-total	399	546	147	37 %
■ Gouvernement fédéral				
Livre et bibliothèques	38	46	9	23 %
Patrimoine et musées	139	168	29	21 %
Arts	24	33	9	37 %
Audiovisuel	618	599	-19	-3 %
Autres	41	42	1	2 %
Sous-total	860	888	28	3 %
■ Administration municipale				
Livre et bibliothèques	167	203	36	22 %
Patrimoine et musées	10	1	-10	-95 %
Arts	0	2	2	-
Audiovisuel	0	0	0	-
Autres	94	40	-55	-58 %
Sous-total	272	246	-26	-10 %

6 Les investissements importants réalisés dans le cadre du programme de soutien au patrimoine religieux expliquent en bonne partie la place prépondérante prise par le domaine du patrimoine et des musées.

En guise de conclusion

En résumé, le Québec est, depuis 10 ans, la province où les dépenses per capita sont les plus élevées, bien que la contribution du palier municipal québécois semble être parmi les plus faibles au Canada; cet état de fait est compensé (et peut-être provoqué) par la performance des deux autres paliers dont les dépenses per capita sont les plus élevées au pays.

Globalement, les dépenses en culture ont augmenté de 10 % au Québec entre 1990-1991 et 1999-2000; celles du gouvernement du Québec ont connu la plus forte croissance, soit 37 %.

Si on compare les années 1990-1991 et 1999-2000, on voit que les dépenses externes du palier québécois en

matière de culture sont passées de 149 M\$ à 297 M\$, tandis que ses dépenses internes sont demeurées stables. En d'autres termes, les coûts de fonctionnement (ministères et autres organismes gouvernementaux inclus) n'ont pas varié alors que les subventions accordées aux artistes et aux organismes culturels ont doublé.

Comparativement à 1990-1991, les domaines culturels ayant connu les plus fortes augmentations en 1999-2000 sont le patrimoine et les musées (+ 78 M\$) et les arts (+ 63 M\$); malgré une certaine diminution des montants qui lui sont affectés (- 9 M\$), l'audiovisuel demeure le domaine recevant les plus fortes sommes, soit 728 M\$ ou 43 % des dépenses culturelles des trois paliers de gouvernement au Québec.

Source des données contenues dans ce document :

Statistique Canada, Dépenses au titre de la culture, Statistique de la culture, catalogue 87F0001XPB, années 1990-1991 à 1999-2000; compilation du MCC.

Note sur la collecte et la qualité des données :

Les données fédérales sont recueillies par le biais d'une enquête de Statistique Canada menée directement auprès des ministères et organismes fédéraux. Les données provinciales et territoriales sont obtenues par l'intermédiaire d'un coordonnateur dans chaque province ou territoire; dans le cas du Québec, ce rôle est tenu par l'Institut de la Statistique du Québec qui effectue la collecte des données auprès des ministères et organismes concernés. Une méthode différente est utilisée dans le cas des municipalités: les données proviennent d'une enquête faite auprès d'un échantillon d'environ 10 % de toutes les municipalités, un nombre jugé suffisant par Statistique Canada qui estime que les risques d'erreurs sont faibles.

L'examen des données portant sur les municipalités québécoises nous amène toutefois à croire que leurs dépenses en culture sont, dans certains secteurs du moins, sous-estimées et nous invitons les lecteurs à la prudence. Malgré cette réserve, nous incluons ces données dans nos analyses statistiques car elles constituent la seule source disponible permettant de faire des comparaisons interprovinciales en matière de dépenses municipales.

Cette publication est une réalisation

de la Direction de la recherche et de la statistique
du ministère de la Culture et des Communications

225, Grande Allée Est, Bloc C, 2e étage
Québec (Québec) G1R 5G5
Téléphone : (418) 380-2322 | Télécopieur : (418) 380-2340 | drs@mcc.gouv.qc.ca
Rédaction : Michel Pelletier
Édition du document : Martine Blouin

Octobre 2003
Dépôt légal – 2002
Bibliothèque nationale du Canada
Bibliothèque nationale du Québec
ISSN 1488-2949